

## Les finances des établissements publics sociaux et médico-sociaux

### Equilibre financier global (établissements publics sociaux et médico-sociaux)

en millions d'euros

	2005	2006	06/05 en %	2007	07/06 en %
<b>Charges d'exploitation (1)</b>	6 377	6 784	+6,4	7 021	+3,5
dont Frais de personnel	4 512	4 844	+7,4	5 084	+5,0
<b>Produits d'exploitation (2)</b>	6 762	7 199	+6,5	7 339	+2,0
<b>Emplois d'investissement (3)</b>	831	787	-5,3	917	+16,6
Dépenses d'équipement	625	587	-6,1	731	+24,5
Remboursements d'emprunts*	190	183	-3,9	173	-5,4
Autres dépenses	16	17	+9,2	14	-20,6
<b>Ressources d'investissement (hors emprunts) (4)</b>	179	180	+0,2	241	+34,0
Dotations et subventions	148	143	-3,6	201	+40,7
Autres recettes (a)	31	37	+18,4	40	7,9
<b>Autofinancement (A)</b>	385	415	+7,7	318	-23,3
<b>Solde d'investissement avant emprunt = (A) + (4) - (3)</b>	-266	-192	-27,8	-358	+86,5

(a) Produits de cessions, recettes sur travaux pour tiers...

\* y compris refinancements

### Fonctionnement

**Les charges de fonctionnement (+ 3,5 % en 2007) augmentent relativement modérément.**

Les **frais de personnel**, qui constituent plus de 70 % des charges de fonctionnement des établissements publics sociaux et médico-sociaux, augmentent assez nettement en 2007 (+ 5,0 %).

Au sein de ce poste, il est à noter que les dépenses de personnel non médical non titulaire augmentent plus rapidement que l'ensemble (+ 5,8 %), alors même que la hausse de la masse salariale sur le personnel titulaire reste plus faible (+ 4,0 %).

Les **dépenses afférentes à l'exploitation courante** comprennent l'ensemble des achats et services externes ; elles dépassent 1,1 milliard d'euros et sont en stagnation (- 0,4 %). La progression des achats de biens est de 1,4 % alors que celle des achats de services est de 0,3 %. Par contre, le recours à la sous-traitance s'accroît de 6,4 %.

Les **charges financières** augmentent de 4,7 % en 2007, après une hausse d'environ 5 points en 2006.

**La modification de la structure des produits de fonctionnement (+ 2,0 % en 2007) se poursuit en 2007.**

Les maisons de retraite poursuivent la signature de conventions tripartites (Établissement – Conseil Général – Assurance Maladie) et se transforment en maisons de retraite médicalisées ou EHPAD. La médicalisation des maisons de retraite arrive cependant à son terme. Il est à noter l'augmentation de la création de services d'accueil de jour (notamment pour les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer). Ces évolutions impactent les sources et les modalités de financement des EPSMS

### Investissement

Après leur repli de 2006, consécutif à des années 2004 et 2005 de forte expansion, les **dépenses d'investissement** des établissements publics sociaux et médico-sociaux **s'accroissent** de nouveau **fortement** en 2007 (+ 24 %).

Ces dépenses sont financées par des subventions en capital provenant pour près de 30 % des collectivités et établissements publics.

L'**autofinancement** est en repli en 2007. Toutefois, il faut rappeler qu'il s'était accru entre 2004 et 2006.

L'autofinancement dégagé permet de couvrir le remboursement du capital de la dette, soit 173 millions d'euros pour 2007, montant en diminution, en dépit de l'accroissement de la dette.

La différence entre l'autofinancement et le remboursement des emprunts constitue un financement disponible permettant de limiter le recours à l'emprunt. Cependant, il apparaît que le recours à l'emprunt sera légèrement supérieur en 2007 à celui de 2006.

Pour mémoire, l'encours de la dette s'élevait à environ 1,92 milliard d'euros au 31 décembre 2006, et devrait s'accroître de 7 à 8 % en 2007.